

ANIMA VINUM INTERNATIONAL

Société à responsabilité limitée

Siège social: 5, Zone d'Activité Commerciale Haneboesch, L-4563

Niederkorn

(Grand-Duché de Luxembourg)

NUMERO 4910/2017

CONSTITUTION DE SOCIETE DU 10 JANVIER 2017.

L'an deux mille dix-sept, le dix janvier;

Par-devant Maître Danielle **KOLBACH**, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée;

ONT COMPARU:

1) Monsieur Jean-François **VANDROUX**, gérant de sociétés, né le 13 avril 1967 à Chenôve (France), demeurant à F-21190 Meursault, 6, rue du Mazeray (France);

2) Monsieur Pierre **GRIMALDI**, gérant de sociétés, né le 27 juillet 1967 à Dijon (France), demeurant à F-75009 Paris, 41, rue Blanche (France);

3) Madame Johanna **VAN DIJK**, épouse **VANDROUX**, responsable commerciale, né le 30 novembre 1969 à Katwijk (Pays-Bas), demeurant à F-21190 Meursault, 6, rue du Mazeray (France);

4) Monsieur Vincent **DESERTAUX**, vigneron, né le 8 février 1967 à Beaune (France), demeurant à F-21700 Corgoloin, 135, Grande Rue (France)

5) Monsieur Sébastien **GAULT**, vigneron, né le 28 septembre 1975 à Lure (France), Vigneron, demeurant à F-71640 Saint-Mard-de-Vaux, 35, rue des Fougères (France); et

6) Madame Agnès **FROMAGEOT**, vigneronne, née le 16 septembre 1974 à Beaune (France), demeurant à F-21190 Meloisey, rue Chaley (sans indication du numéro de rue) (France).

tous sont ici représentés par Mme Virginie **PIERRU**, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue, (le “**Mandataire**”), en vertu de quatre procurations sous seing privé lui délivrées; lesquelles procurations, après avoir été signées “*ne varietur*” par le Mandataire et

le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte afin d'être enregistrées avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer par les présentes et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

TITRE I.- DENOMINATION - OBJET – DUREE – SIEGE SOCIAL

Article 1^{er}. Il est formé par la présente, entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée “**ANIMA VINUM INTERNATIONAL**”, (ci-après la “**Société**”), laquelle sera régie par les présents statuts (les “**Statuts**”) ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la “**Loi**”).

Article 2. La Société a pour objet l'activité de négoce et d'intermédiation dans le domaine du vin, ainsi que toutes prestations de services telles que le conseil, l'organisation et animation d'évènements autour du vin.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

La Société pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social.

La Société pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Article 3. La durée de la Société est illimitée.

Article 4. Le siège social est établi dans la commune de Differdange (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

En conformité avec l'alinéa 2 de l'article 199 de la Loi, la gérance est autorisée à transférer le siège social à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg et à effectuer les modifications subséquentes des Statuts.

Par simple décision de la gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

TITRE II.- CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Article 5. Le capital social est fixé à **soixante-dix mille euros (70.000,- EUR)**, représenté par **sept cents (700)** parts sociales d'une valeur nominale de **cent euros (100,- EUR)** chacune, intégralement libérées.

Les parts sociales sont sous forme nominative.

La Société peut établir un compte de prime d'émission (le "**Compte de Prime d'Emission**") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute part sociale sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par le(s) associé(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Le capital social souscrit peut être augmenté par une résolution des associés adoptée conformément aux conditions requises pour la modification des Statuts et conformément à la Loi.

La Société peut racheter et/ou annuler ses propres parts sociales ou réduire son capital social souscrit conformément à la Loi.

La Société peut avoir un associé unique. Le décès ou la dissolution de l'associé unique n'engendre pas la dissolution de la Société.

Article 6.

6.1. Indivisibilité des parts sociales :

Chaque part sociale est indivisible.

Une part sociale peut être enregistrée au nom de plus d'une personne à condition que tous les détenteurs d'une part sociale notifient par écrit à la Société celui d'entre eux qui est à considérer comme leur représentant ; la Société considérera ce représentant comme s'il était le seul détenteur de la part sociale en

question, y compris pour les besoins de vote, dividende et autres droits de paiement.

6.2. Cession de parts sociales :

Les parts sociales sont cessibles conformément à la Loi et notamment sont soumises aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

"**Cession**" ou "**Céder**" signifient la cession totale ou partielle (par le biais d'une vente, d'un apport, d'une fusion, d'une succession, d'un héritage ou autre) des droits d'un associé étant soit des droits de propriété ou des droits bénéficiaires (p.e. droits de vote ou au dividende) ou tout autre droit attaché aux parts sociales dans la Société.

a) Droit de Sortie Conjointe :

Si l'associé cédant ("**Associé Cédant**") souhaite Céder toutes ou seulement une partie de ses parts sociales à un ou plusieurs acheteurs potentiels ("**Acheteur de Sortie Conjointe**") en échange de numéraire, il devra envoyer aux autres associés (les "**Associés Restants**") un avis (l'"**Avis de Cession**") établissant:

- (a) le nombre de parts sociales qu'il entend Céder ("**Parts Sociales de la Vente**");
- (b) l'identité détaillée de l'Acheteur de Sortie Conjointe; et
- (c) les conditions de la Cession proposée, incluant le prix, les termes du paiement, les représentations, les garanties et les indemnités.

Les Associés Restants ont le droit de Céder, ainsi que l'Associé Cédant, selon les mêmes conditions (en particulier concernant le prix, les conditions de paiement, les représentations, les garanties et les indemnités) qui ont été offertes par l'Acheteur de Sortie Conjointe à l'Associé Cédant, un nombre maximal de parts sociales représentant la même proportion de parts sociales détenue par l'Associé Restant que la proportion de parts sociales devant être Cédées par l'Associé Cédant supportant le nombre total de parts sociales détenues par l'Associé Cédant (le "**Droit de Sortie Conjointe**" et les parts sociales de Associés Restants les "**Parts Sociales de Sortie Conjointe**").

Chaque Associé Restant peut exercer son Droit de Sortie Conjointe par le biais d'un avis à l'Associé Cédant endéans vingt (20) Jours Ouvrables à partir la réception de l'Avis de Cession (l'"**Avis de Sortie Conjointe**"). L'Avis de Sortie Conjointe spécifiera le nombre de parts sociales que chaque Associé Restant souhaite Céder dans le contexte de son Droit de Sortie Conjointe.

Si un Associé Restant ne soumet pas un Avis de Sortie Conjointe durant la

période susmentionnée, il sera considéré comme ayant décliné l'exercice de son Droit de Sortie Conjointe suite à l'Avis de Sortie Conjointe concerné.

Dans le cas où un Associé Restant exerce son Droit de Sortie Conjointe, l'Associé Cédant peut seulement Céder les parts sociales référencées dans l'Avis de Sortie Conjointe à l'Acheteur de Sortie Conjointe à condition qu'un nombre de parts sociales référencé dans l'Avis de Sortie Conjointe soient acquises simultanément par l'Acheteur de Sortie Conjointe selon les mêmes conditions.

Dans le cas où l'Acheteur de Sortie Conjointe déclare son intention de ne pas acheter toutes les parts sociales de la Vente telles qu'augmentées par les Parts Sociales de Sortie Conjointe, alors le montant de parts sociales de la Vente et les parts sociales de Sortie Conjointe devant être Cédées seront réduites conformément et proportionnellement afin d'assurer que l'Acheteur de Sortie Conjointe achète uniquement un montant global de Parts Sociales égal aux parts sociales de la Vente indiquées dans l'Avis de Cession.

Le Droit de Sortie Conjointe ne s'applique pas dans le cas où l'Associé Cédant souhaite Céder ou Cède l'entièreté de ses parts sociales ou seulement une partie de ses parts sociales:

- (a) aux associés existants de la Société ; et/ou
- (b) à (i) des entités, (ii) des partenariats, (iii) des entreprises, (iv) des sociétés de capitaux, (v) des sociétés cotées, (vi) des organisations ou associations non constituées Contrôlés directement ou indirectement; et/ou
- (c) à des trusts dans la mesure où l'Associé Cédant est l'administrateur de l'un de ces trusts.

b) Droit de Sortie Forcée :

Si l'un des associés souhaite Céder tout ou une partie de ses parts sociales, à un ou plusieurs acheteurs potentiels non apparentés (chacun un "**Acheteur de Sortie Forcée**"), le prédit associé peut, en fournissant un avis écrit (un "**Avis de Sortie Forcée**") à chaque associé (chacun un "**Vendeur de Sortie Forcée**"), requérir que le Vendeur de Sortie Conjointe Cède la même proportion de parts sociales enregistrées à son nom (les "**Parts Sociales de Sortie Forcée**") à chaque Acheteur de Sortie Forcée identifié dans l'Avis de Sortie Forcée pour la contrepartie indiquée comme ci-dessus (le "**Prix de Sortie Forcée**") à la date indiquée dans l'Avis de Sortie Forcée (la "**Date de Réalisation de la Sortie Forcée**"), n'étant pas moins de vingt (20) jours après la date de l'Avis de Sortie Forcée et pas avant la date de réalisation de la vente par le prédit associé et selon

les conditions définies ci-dessous. Si la vente par le prédit associé n'a pas lieu, l'Avis de Sortie Forcée expire et les dispositions de cet article cessent de s'appliquer concernant cet Avis de Sortie Forcée.

La contrepartie pour chaque part sociale de Sortie Forcée doit :

(a) être égale à la contrepartie la plus élevée offerte pour chaque part sociale; et

(b) être de la même nature que celle offerte pour chaque part sociale Cédées, devant être payée au même moment que la contrepartie est due pour les parts sociales (ou, si elle a lieu plus tard, à la Date de Réalisation de la Sortie Forcée) et sera soumise aux mêmes conditions de paiement.

Chaque Vendeur de Sortie Conjointe paiera sa part sociale au pro rata (en déduction des bénéfices bruts devant être reçus, sans préjudice à toute autre déduction légalement requise devant être faite) des coûts réalisés en relation avec la vente proposée et la Cession des Parts Sociales de Sortie Forcée, dans la mesure où ces coûts ont été encourus au nom de tous les Vendeurs de Sortie Forcée.

Chaque Vendeur de Sortie Forcée Cèdera ses parts sociales de Sortie Forcée à l'(aux) Acheteur(s) de Sortie Forcée selon les conditions définies dans cet article, en délivrant à l'(aux) Acheteur(s) de Sortie Forcée (ou alternativement, à la Société) dans l'intérêt de(s) Acheteur(s) de Sortie Forcée à ou avant la Date de Réalisation de Sortie Forcée, un pacte de vente dûment exécuté selon lequel le Vendeur de Sortie Conjointe fournira des représentations et des garanties par rapport à ses titre de, et propriété de, Parts Sociales concernées et Cèdera à la Date de Réalisation de la Sortie Forcée ses parts sociales de Sortie Forcée à l'Acheteur de Sortie Forcée libre de toutes Charges.

L'Acheteur de Sortie Forcée paiera aux Vendeurs de Sortie Forcée (ou, alternativement, à la Société dans l'intérêt des Vendeurs de Sortie Forcée) le Prix de Sortie Forcée dû concernant toutes les parts sociales de Sortie Forcée à ou avant la Date de Réalisation de la Sortie Forcée. Dans le cas où le Prix de Sortie Forcée est payé à la Société dans l'intérêt des Vendeurs de Sortie Forcée, alors, la Société libérera le Prix de Sortie Forcée total dû à chaque Vendeur de Sortie Forcée selon cet article concernant ses parts sociales de Sortie Forcée suivant la délivrance à la Société par ce Vendeur de Sortie Forcée de la documentation requise.

Si un Vendeur de Sortie Forcée ne remplit pas ses obligations selon les modalités ci-dessus (un "**Vendeur de Sortie Forcée en Défaut**"), tout membre du

Conseil de Gérance est autorisé à exécuter, compléter et délivrer en tant qu'agent pour et au nom de ce Vendeur de Sortie Forcée la documentation référencée ci-dessus. Le Conseil de Gérance devra enregistrer la(les) Cession(s), afin que la validité de cette(ces) Cession(s) ne soi(en)t pas remise(s) en cause.

Article 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Un associé sortant ainsi que les héritiers ou ayants-droits et créanciers d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

TITRE III.- ADMINISTRATION ET GÉRANCE

Article 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Article 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Article 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts de la Société seront prises par les associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social de la Société et les résolutions prises pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social de la Société.

Article 11. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues

dans des conditions normales.

Article 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Article 13. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Article 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Article 15. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Nonobstant les dispositions précédentes, la gérance peut, décider de payer des dividendes intérimaires aux associés avant la fin de l'exercice social sur la base d'un état de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par les associés.

Article 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

TITRE IV.- DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

TITRE V.- DISPOSITIONS GENERALES

Article 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses

modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2017.

SOUSCRIPTION ET LIBERATION

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les sept cents (700) parts sociales ont été souscrites comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales
1) Monsieur Jean-François VANDROUX , prénommé	175
2) Monsieur Pierre GRIMALDI , prénommé	175
3) Madame Johanna VAN DIJK , épouse VANDROUX , prénommée	245
4) Monsieur Vincent DESERTAUX , prénommé	35
5) Monsieur Sébastien GAULT , prénommé	35
6) Madame Agnès FROMAGEOT , prénommé	35
TOTAL	700

Les parts sociales (i.e. 490) souscrites par les souscripteurs sub 1), 2) 4) 5) et 6) ont été libérées intégralement en numéraire, de sorte que la somme de quarante-cinq mille cinq cents euros (45.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Les deux cent cinq (245) parts sociales souscrites par Madame Johanna **VAN DIJK**, épouse **VANDROUX**, prénommée, ont été intégralement libérées comme suit:

- deux cent dix (210) parts sociales moyennant un apport en numéraire, de sorte que la somme de vingt-et-un mille euros (21.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément;
- trente-cinq (35) parts sociales moyennant un apport en nature

consistant en un stock de mobilier, évalué par l'associé apporteur à trois mille cinq cents euros (3.500,- EUR) et plus amplement décrit dans une déclaration d'apport en date du 10 janvier 2017, annexée aux présentes, laquelle déclaration d'apport, après avoir été signée “*ne varietur*” par la mandataire des comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistré avec lui.

CONSTATATION

Le notaire instrumentant ayant dressé le présent acte déclare avoir vérifié que les conditions énumérées à l'article 183 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales sont remplies et le constate expressément.

LOI ANTI-BLANCHIMENT

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réelles de la Société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la Société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

RESOLUTIONS DES ASSOCIES :

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le siège social est établi à L-4563 Niederkorn, 5, Zone d'Activité Commerciale Haneboesch.

2. Les personnes suivantes sont nommées **gérants** de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Jean-François **VANDROUX**, gérant de société, né le 13 avril 1967 à Chenôve (France), demeurant à F-21190 Meursault, 6, rue du Mazeray (France); et
- Monsieur Pierre **GRIMALDI**, gérant de sociétés, né le 27 juillet 1967 à Dijon (France), demeurant à F-75009 Paris, 41, rue Blanche (France).

3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature individuelle d'un gérant.

AUTORISATION DE COMMERCE - ACTIVITES REGLEMENTEES

Le notaire instrumentant a informé les comparants qu'avant l'exercice de toute activité commerciale ou bien dans l'éventualité où la Société serait soumise à une loi particulière en rapport avec son activité, la Société doit être au préalable en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme et/ou s'acquitter de toutes autres formalités aux fins de rendre possible l'activité de la Société partout et vis-à-vis de toutes tierces parties, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Redange/Attert date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants, connue du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, elle a signé avec le notaire, le présent acte.

Signé : V. PIERRU, D. KOLBACH

Enregistré à Diekirch A.C., le 12 janvier 2017

Relation : DAC/2017/415

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur, (signé) Carlo RODENBOUR

POUR EXPEDITION CONFORME

Délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 17 janvier 2017